



CSAL DU 5 OCTOBRE

Dialogue social : le retour de la rigidité

Ce lundi 5 octobre se tenait un CSAL consacré notamment aux déménagements de services, à la dépense de l'État et au passage des SIP des 11e et 12e en pôles fonctionnels. Seules la CGT, Solidaires et CAP DGFIP étaient présentes.

La CGT avait choisi de siéger pour porter les revendications des agent.es et obtenir des réponses.

Dans notre liminaire, nous avons replacé cette instance dans son contexte : affaiblissement des services publics, suppressions d'emplois, gel des rémunérations, restructurations permanentes et dégradation des conditions de travail. À la DGFIP, on demande toujours davantage aux agent.es, puis on organise des EDT pour leur apprendre à mieux s'adapter aux problèmes que l'administration refuse de prendre à la racine.

Nous avons donc réaffirmé notre opposition aux « blocs dysfonctionnels » dans les SIP : découper toujours davantage le travail ne créera ni emplois, ni temps, ni sens.

Le SIE du 10e illustre parfaitement la passivité de la direction. Depuis des mois, la direction est alertée sur des difficultés managériales, un collectif de travail abimé, des agent.es qui ne se sentent pas entendus et une situation qui se dégrade. Pourtant, la réponse reste la même : « il faut du temps ».

Mais lorsque les problèmes sont connus depuis des mois, demander encore du temps n'est plus une réponse.

Même constat pour l'antenne de Vierzon et ses quelque 30 000 demandes AVISIR en attente : là encore, on cherche aujourd'hui des solutions à une situation sur laquelle les organisations syndicales avaient déjà alerté.

Après la brutalité des rapports sociaux sous Mahieux, Hugues Bied-Charreton avait marqué une période plus apaisée. Avec Laurent-Yves Garnier, nous avons dès l'été perçu un net raidissement. Ce CSAL le confirme.

Un dialogue social où tout peut être discuté, sauf les choix qui produisent les difficultés, n'est plus un véritable dialogue.

Face à l'absence de réponses, la CGT, Solidaires et CAP DGFIP ont donc quitté ensemble la séance.

Nous étions venus pour défendre les agents et obtenir des réponses, pas pour accompagner des décisions déjà prises.

**Ce que nous avons constaté cet été se confirme.
Pour la suite du dialogue social à la DRFiP de Paris,
c'est de très mauvaise augure.**